

4. Tirer parti des échanges commerciaux pour stimuler la croissance dans les régions MOANAP et CAC¹

Pour les pays des régions Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et Caucase et Asie centrale (CAC), le raffermissement de la reprise mondiale offre des possibilités importantes de renforcement des exportations et de la croissance. Des calculs réalisés à titre indicatif font apparaître qu'une plus grande ouverture commerciale, liée à une participation accrue aux chaînes de valeur mondiales, à la diversification des exportations ou à l'amélioration de la qualité des produits, pourrait contribuer à accroître le niveau des revenus d'environ 5 à 10 % au bout de cinq à dix ans. Les pays importateurs de pétrole sont mieux placés que les autres pays de la région pour tirer parti de l'amélioration des perspectives du commerce international, car ils sont mieux intégrés aux chaînes de valeur mondiales et leurs exportations sont plus diversifiées. Cela étant, ils pourraient encore améliorer la qualité de leurs exportations. En revanche, les pays exportateurs de pétrole devraient concentrer leurs efforts sur la diversification de leur économie, afin de produire et d'exporter une gamme plus étendue de biens et de services. La plupart des pays gagneraient à consolider leur accès aux marchés d'exportation en signant des accords commerciaux et en tirant parti des nouvelles possibilités d'intégration, telles que le projet chinois de nouvelles routes de la soie (voir encadré 2.1 au chapitre 2) et le Pacte avec l'Afrique (voir encadré 2.3 au chapitre 2). Des réformes structurelles visant à favoriser l'investissement et la création d'emplois, ainsi que des politiques budgétaires ciblées permettant de réduire les coûts d'ajustement, pourraient se révéler nécessaires pour atténuer les effets négatifs éventuels d'une ouverture commerciale accrue et faire en sorte que la croissance qui en résulterait soit aussi inclusive que possible.

Le commerce contribue à stimuler la croissance

De nombreuses études confirment les puissants effets positifs du commerce sur la croissance et les revenus. À la suite des travaux précurseurs de Frankel et Romer (1999), de nombreuses études se sont intéressées aux différents mécanismes par lesquels le commerce influe sur la croissance économique². D'après leurs conclusions, un pays connaît une croissance plus rapide lorsque la structure de ses exportations est plus diversifiée (Lederman et Maloney, 2003), que la qualité de ses exportations est plus élevée (Henn, Papageorgiou et Spatafora, 2015) et qu'il est bien intégré aux chaînes de valeur mondiales (Didier et Pinat, 2017).

Une autre étude empirique centrée sur les grandes questions économiques qui touchent les régions MOANAP et CAC confirme ces résultats (annexe 4.1). Cette analyse, qui couvre 131 pays dont 20 appartenant aux régions MOANAP ou CAC, montre que les investissements dans les infrastructures, l'investissement direct étranger (IDE) et le degré global d'ouverture commerciale (tel que mesuré par le

¹Préparé par Alexei Kireyev (auteur principal), Maxym Kryshko, Boaz Nandwa et Magali Pinat, assistés par James Aylward et Samira Kalla pour les recherches.

²Voir Singh (2010) pour un tour d'horizon des études publiées.

total des exportations et des importations en proportion du PIB) sont tous des facteurs qui favorisent la croissance du PIB réel par habitant. Il s'agit là de résultats intuitifs, puisque l'accès à des infrastructures de qualité aide à réduire les coûts de production et à améliorer l'accès aux marchés. De même, l'IDE peut contribuer à développer la capacité de production de l'économie grâce à des transferts de technologies et de connaissances, tandis que l'ouverture commerciale stimule la demande potentielle pour la production d'un pays et tend à augmenter la productivité par un accroissement de la pression concurrentielle. En outre, l'analyse suggère que la diversification et la qualité des exportations, ainsi que l'intégration aux chaînes de valeur mondiales, notamment la part de la valeur ajoutée nationale dans les exportations, semblent toutes jouer un rôle important dans la croissance de l'économie. Ces résultats sont conformes aux attentes puisqu'une gamme plus étendue de produits de meilleure qualité et intégrant davantage de valeur ajoutée devrait se traduire par une augmentation de la demande pour les exportations du pays, une hausse des prix et des bénéfices plus conséquents pour les exportateurs. Il existe une corrélation négative intéressante entre la croissance et le niveau initial du PIB par habitant, ce qui semblerait indiquer que le niveau du PIB par habitant des différents pays devrait progressivement converger. Les effets positifs du niveau d'éducation de la population active sur la croissance, constatés dans les pays avancés et les pays émergents (Chang, Kaltani et Loayza, 2009), deviennent moins évidents lorsque l'échantillon de pays est élargi pour inclure des pays à faible revenu comptant très peu de travailleurs diplômés de l'enseignement supérieur.

Les effets de l'ouverture commerciale sur le caractère inclusif de la croissance sont moins clairs. Certaines analyses empiriques signalent, par exemple, qu'une plus grande ouverture commerciale n'a pas d'effet sensible sur les inégalités (encadré 1.4). Cependant, il a été démontré que, grâce à ses effets positifs sur la croissance, le commerce international contribue à la hausse des revenus, ce qui contribue à faire reculer la pauvreté (FMI, Banque mondiale et OMC, 2017) et réduit les écarts de salaires au sein du pays concerné (Conseil des conseillers économiques, 2015). Dans le même esprit, le commerce international a élargi l'accès aux capitaux et aux technologies et, en contribuant à accroître la productivité et la croissance, il a favorisé la hausse du niveau de vie, y compris dans les pays émergents et en développement (chapitre 3, *Perspectives de l'économie mondiale*, avril 2017). Le commerce international peut aussi contribuer à réduire les inégalités en abaissant les prix des denrées alimentaires et des boissons principalement consommées par les plus pauvres (Faijgelbaum et Khandelwal, 2016). Dans le même temps, une ouverture commerciale accrue peut engendrer des coûts d'ajustement qui portent atteinte à certaines collectivités ou à certaines catégories de la population active. De manière générale, Helpman (2016) montre que, si le commerce international a porté préjudice à certains travailleurs, il n'a eu qu'un effet modeste sur les inégalités de salaires. Ce résultat semble indiquer que les politiques publiques ont un rôle important à jouer, autant pour atténuer les coûts d'ajustement que pour veiller à la pleine réalisation et au partage équitable des bénéfices.

Le degré d'ouverture commerciale a décliné ces dernières années

Le degré d'ouverture commerciale accuse depuis quelques années un tassement marqué au sein des régions MOANAP et CAC. Ce repli rejoint les tendances observées au plan international, notamment l'atonie générale de l'activité économique mondiale, et plus particulièrement de l'investissement, le ralentissement de la libéralisation des échanges, la baisse des cours des matières premières, y compris du pétrole, et la croissance plus lente des chaînes de valeur mondiales (chapitre 2, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2016). Parmi les pays importateurs de pétrole, le déclin a été plus rapide

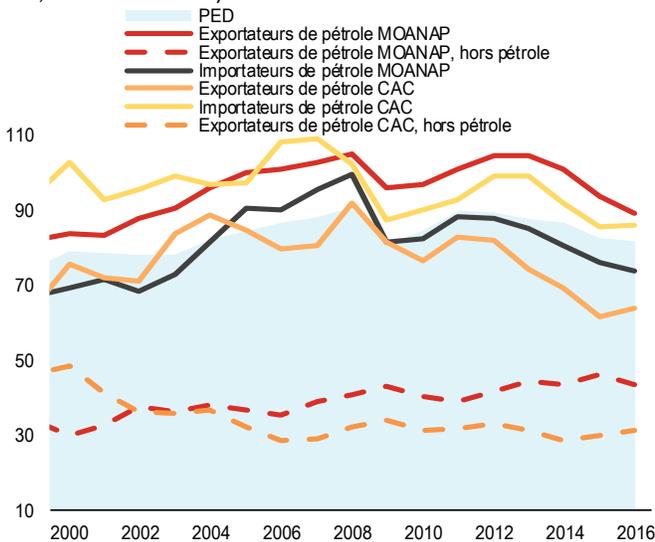
dans la région MOANAP que dans le Caucase et l'Asie centrale en raison des conflits et des tensions géopolitiques régionaux (graphique 4.1). Pour les pays exportateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC, cette ouverture commerciale relativement faible peut en grande partie s'expliquer par la stagnation ou le recul des exportations de pétrole et de gaz et par la chute des cours du pétrole ces dernières années. Si l'on exclut le pétrole, l'ouverture commerciale a légèrement progressé dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, tandis qu'elle est restée globalement stable dans les pays exportateurs de pétrole de la région CAC, signe que la diversification des exportations a fait quelques progrès. Pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, la tendance s'explique par une croissance des exportations plus faible que dans la moyenne des pays émergents et en développement. Pour les pays importateurs de pétrole de la région CAC, la croissance des exportations a été relativement rapide, mais la baisse des importations, provoquée par une diminution des envois de fonds des travailleurs émigrés, explique le déclin général de l'ouverture au commerce ces dernières années.

Graphique 4.1

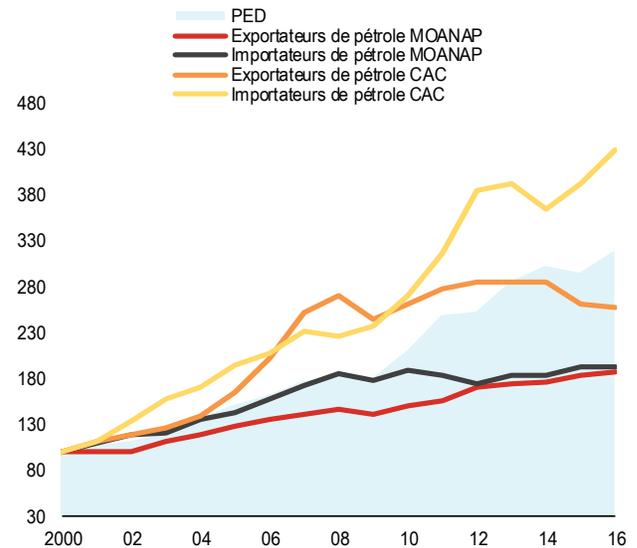
Ouverture commerciale et exportations réelles

1. Ouverture commerciale

(Total des exportations et des importations en pourcentage du PIB, en termes nominaux)



2. Volume des exportations (Indice, 2000 = 100)



Sources : *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, octobre 2017; calculs des services du FMI.

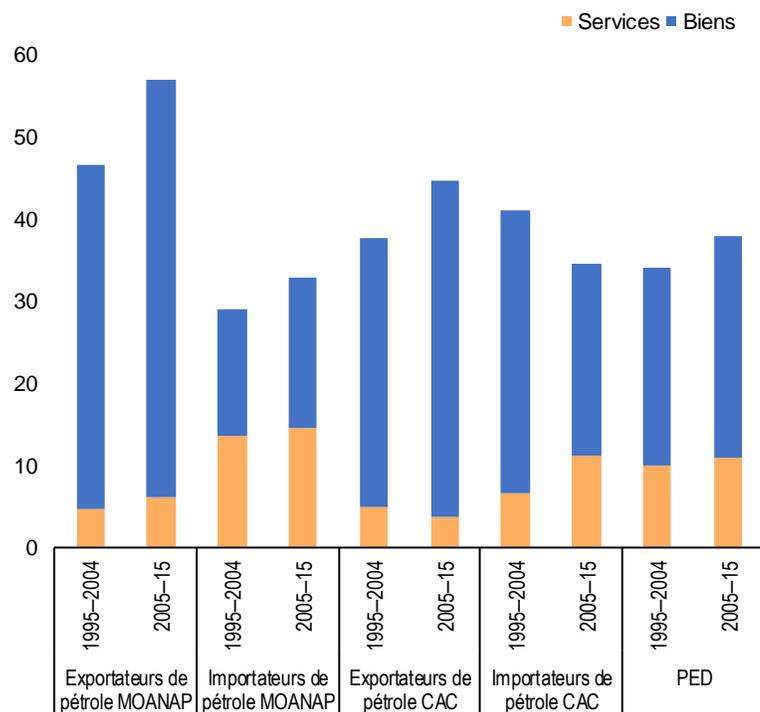
Note : L'Afghanistan utilise l'année 2002 comme année de référence en raison de problèmes de données. CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement.

Les exportations de services se sont accrues dans la région au cours des dix dernières années, mais elles restent trop modestes, en particulier dans les pays exportateurs de pétrole (graphique 4.2). Les services ont représenté en moyenne 44 % des exportations totales des pays importateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC, contre moins de 15 % dans les pays exportateurs de pétrole. Dans la région, les

exportations de services sont actuellement dominées par le secteur du tourisme, en particulier dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, où ce secteur représente 51 % du total des services exportés. Un certain nombre de pays dans le monde — bon nombre d’entre eux dans les régions MOANAP et CAC — ont des politiques restrictives dans le domaine des services (Borchert, Gootiiz et Mattoo, 2014). Tous secteurs confondus, les services professionnels et de transport comptent parmi les plus protégés. Dans le commerce des services, l’entrée sur les marchés ainsi que les conditions de propriété et d’exploitation applicables font toujours l’objet de nombreuses restrictions, et l’accès aux marchés est souvent imprévisible en raison de l’opacité et du caractère fortement discrétionnaire de l’attribution des nouvelles licences. Les innovations technologiques en matière de commerce, telles que le commerce électronique, pourraient aider les entreprises à s’introduire sur les marchés internationaux en multipliant leurs connexions avec les acheteurs et les vendeurs à un moindre coût. La mise en valeur de ces innovations faciliterait l’intégration des pays dans les chaînes de valeur mondiales, tant au niveau des biens que des services, et contribuerait à l’émergence de réseaux de valeur régionaux.

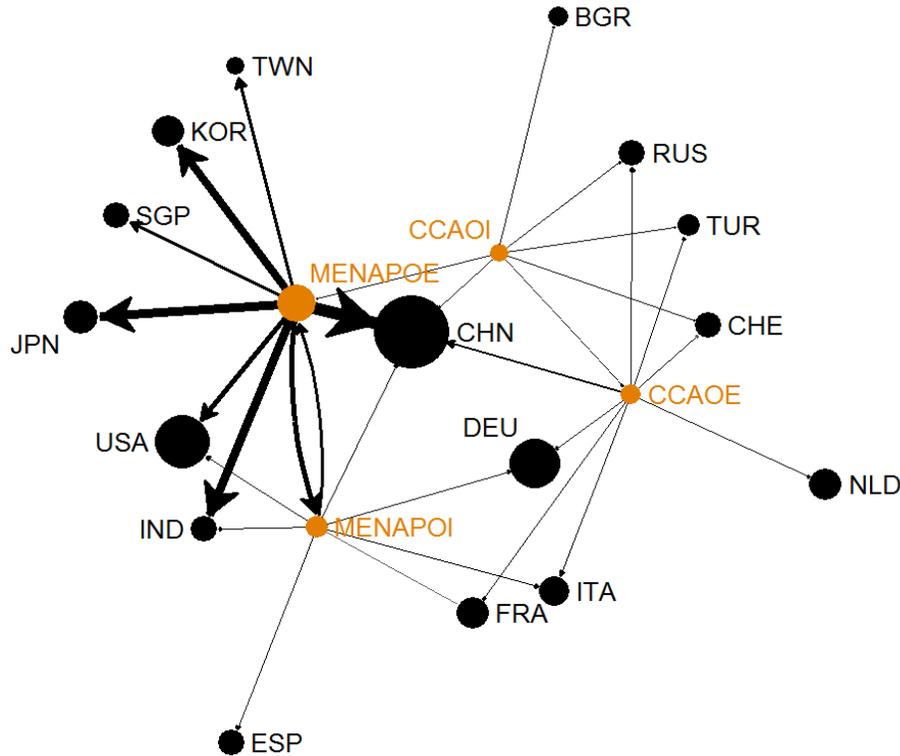
Les régions MOANAP et CAC paraissent relativement peu intégrées aux réseaux d’échanges commerciaux internationaux, à la fois en termes de volume des exportations et de nombre de partenaires commerciaux. Contrôlant une part considérable du marché mondial du pétrole, les pays exportateurs de la région MOANAP jouent un rôle sensiblement plus important dans le commerce international que les autres sous-régions (graphique 4.3). Leurs échanges commerciaux sont dominés par les exportations de pétrole, principalement à destination des pays d’Asie et des États-Unis. Les pays exportateurs de pétrole de la région CAC exportent, quant à eux, en majorité vers les grands pays européens. Tandis que les flux d’exportation des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont avant tout dirigés vers les grands pays européens et les États-Unis, les destinations privilégiées des exportations des pays importateurs de pétrole de la région CAC sont la Russie et les pays européens proches, tels que la Bulgarie, qui constituent un point d’entrée vers les marchés de l’Union européenne. Par voie de conséquence, les relations d’exportation entre les pays des régions MOANAP et CAC sont assez faibles. Par ailleurs, la Chine est devenue un partenaire commercial de premier plan ces dernières années, celle-ci accueillant des flux d’exportation depuis la quasi-totalité des pays des régions MOANAP et CAC.

Graphique 4.2
Part des biens et des services dans les exportations totales
(En pourcentage du PIB)



Sources : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*; calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement.

Graphique 4.3
Principaux partenaires commerciaux des régions MOANAP et CAC, 2015



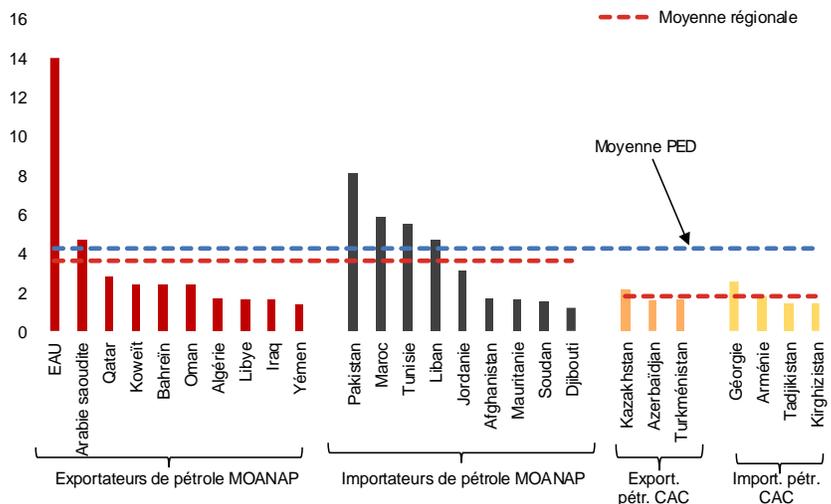
Sources : FMI, base de données *Direction of Trade Statistics*; estimations des services du FMI.

Note : La taille des nœuds est proportionnelle aux exportations totales des pays en termes nominaux et celle des flèches aux flux d'exportation entre les pays en termes nominaux. Seuls les principaux partenaires commerciaux des régions MOANAP et CAC sont représentés. CCAOE = pays exportateurs de pétrole du Caucase et de l'Asie centrale; CCAOI = pays importateurs de pétrole du Caucase et de l'Asie centrale; MENAPOE = pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan; MENAPOI = pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. Les pays sont désignés par les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

En termes de nombre de partenaires d'exportation et de valeur des exportations par partenaire, la région MOANAP semble davantage insérée dans le commerce mondial que le Caucase et l'Asie centrale. En moyenne, les pays de la région MOANAP exportent vers près de 70 % de leurs partenaires commerciaux potentiels (c'est-à-dire les pays important des produits qui comptent parmi les exportations des pays de la région MOANAP) — soit un score dépassé seulement par l'Amérique du Nord et l'Europe —, tandis que les pays du Caucase et de l'Asie centrale n'exportent que vers 50 % de leurs partenaires potentiels, ce qui laisse entrevoir une progression possible du nombre de leurs marchés d'exportation.

À quelques exceptions près, le taux de pénétration des exportations, mesuré par la valeur des exportations par partenaire commercial, est relativement faible à la fois dans les régions MOANAP et CAC (graphique 4.4). Il ressort de ce

Graphique 4.4
Taux de pénétration des exportations des régions MOANAP et CAC, 2015
(Taux plus élevé = pénétration plus importante)



Sources : base de données WITS; calculs des services du FMI.

Note : Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle les exportations d'un pays atteignent les marchés déjà éprouvés. Les données sont celles de 2015 ou les plus récentes disponibles. L'Iran est omis par manque de données. CAC = Caucase et Asie centrale; EAU = Émirats arabes unis; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement.

constat que la qualité des exportations et leur composante de valeur ajoutée nationale peuvent être améliorées, ce qui devrait se traduire par une hausse de la valeur des exportations et une multiplication des possibilités d'échanges et d'insertion dans les chaînes de valeur mondiales.

La diversification des exportations et la qualité des produits restent globalement faibles

La diversification des exportations dans les pays des régions MOANAP et CAC est inférieure à celle des pays émergents et en développement (graphique 4.5, pages 1 et 2). Les pays exportateurs de pétrole sont ceux dont les exportations sont les moins diversifiées dans la région, et ils sont donc davantage susceptibles de connaître une volatilité accrue de leur production par rapport à des économies plus diversifiées. Les niveaux de diversification des exportations parmi les pays importateurs de pétrole s'approchent de la moyenne des pays émergents et en développement, ceux de la région MOANAP étant un peu mieux lotis. Ce résultat s'explique probablement par un meilleur accès géographique aux marchés européens et par des entrées d'IDE plus conséquentes des pays de la zone euro et du Conseil de coopération du Golfe. Dans les pays importateurs de pétrole de la région CAC, malgré une diversification des exportations relativement élevée dans les années 1995–98 suite à la transition vers une économie davantage fondée sur le marché, les progrès ont marqué le pas ces dernières années, en partie à cause du ralentissement de l'IDE (Tadjikistan).

Conformément aux résultats de certaines études régionales sur le taux de pénétration des exportations, la plupart des pays des régions MOANAP et CAC exportent, à quelques exceptions près, des produits de qualité inférieure par rapport aux autres pays émergents et en développement (graphique 4.5, pages 3 et 4)³. La Jordanie et la Tunisie sont les seuls pays où la qualité des exportations dépasse la moyenne des pays émergents et en développement. Certains pays importateurs de pétrole ont amélioré la qualité de leurs exportations ces dernières années, principalement dans les secteurs de l'habillement (Égypte, Jordanie, Pakistan) et de la production manufacturière (Arménie, Géorgie, Jordanie, Maroc, Tunisie). Dans le même temps, la qualité des exportations de pétrole des deux régions (comptabilisée dans la catégorie des combustibles minéraux) reste assez faible, celle-ci subissant même une détérioration en Algérie et en Azerbaïdjan. Autre façon de mesurer la diversité des exportations et leur degré de complexité, l'indice dit de complexité économique identifie le nombre total de biens exportés par un pays en fonction des capacités utilisées pour leur production (Hausmann *et al.*, 2011)⁴. La complexité économique des pays exportateurs de pétrole de la région est faible par rapport à celle des pays importateurs. Quoique toujours inférieure à la moyenne des pays émergents et en développement, la complexité des pays importateurs de pétrole est plus élevée dans la région MOANAP que dans le Caucase et l'Asie centrale, compte tenu de l'intégration des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP aux chaînes d'approvisionnement des entreprises industrielles de la zone euro.

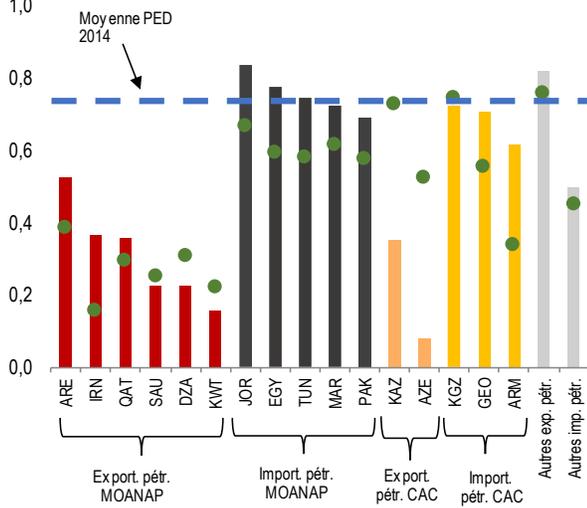
³La qualité des exportations est estimée en s'appuyant sur la valeur unitaire des exportations corrigée de la distance, des coûts de production et des facteurs communs déterminant les échanges.

⁴L'indice de complexité économique est une autre manière de mesurer la complexité et la diversité du panier d'exportations d'un pays en attribuant un coefficient de pondération plus élevé aux produits nécessitant des capacités de production supérieures, notamment les machines, les composants électriques et les produits chimiques.

Graphique 4.5

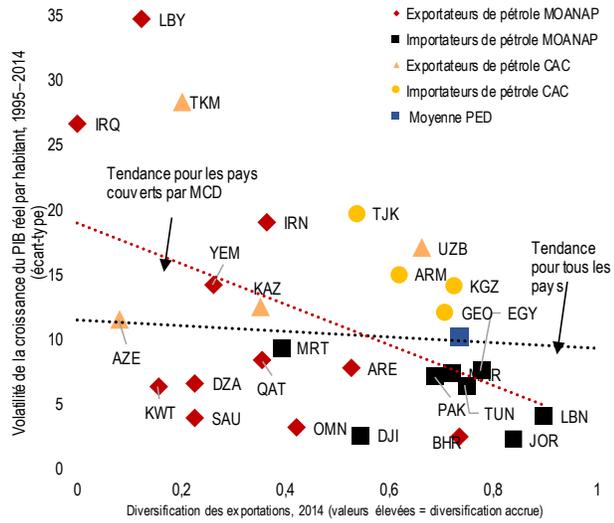
Diversification et qualité des exportations

1. Indice de diversification des exportations, 2014 1/
(De 0 à 1; indice plus élevé = diversification accrue)



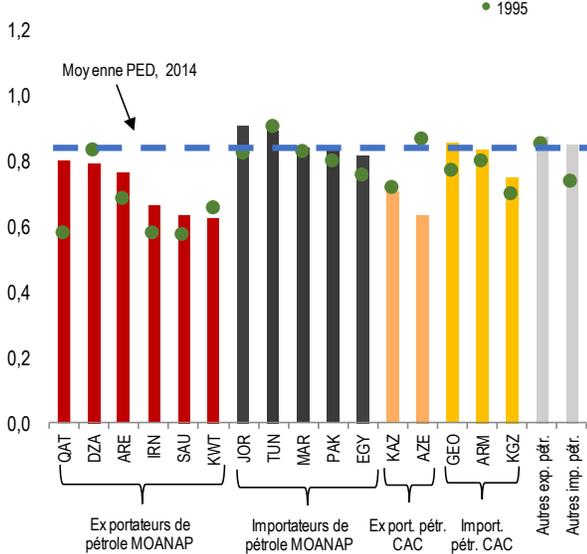
Sources : base de données du FMI sur la diversification; calculs des services du FMI.
1/ Les données de 2014 sont les plus récentes disponibles pour l'indice de diversification.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. Les autres pays importateurs de pétrole incluent le Bangladesh, le Cambodge et le Viet Nam. Les autres pays exportateurs de pétrole incluent la Malaisie, le Mexique et l'Indonésie. Les pays sont désignés par les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). L'indice de diversification a été recalculé pour être compris entre 0 et 1 et équivalent à un indice de concentration des exportations de Theil.

2. Diversification des exportations et volatilité de la production



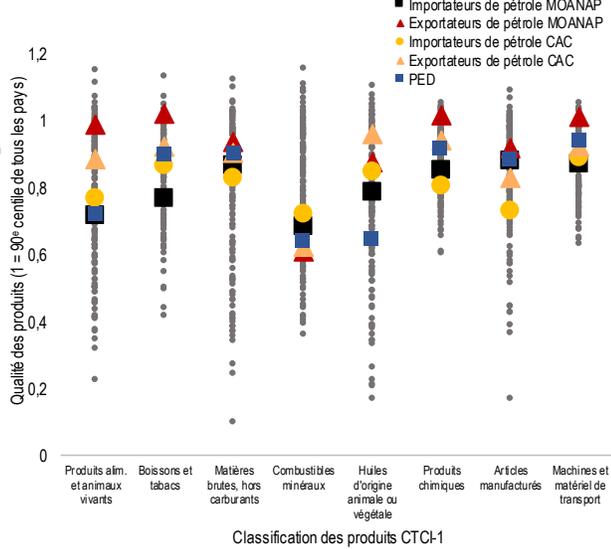
Sources : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, 2017; Henn, Papageorgio et Spatafora (2015); calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. L'indice de diversification a été recalculé pour être compris entre 0 et 1 et équivalent à un indice de concentration des exportations de Theil. Les pays sont désignés par les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

3. Indice de qualité des exportations, 2014 1/
(De 0 à 1,2; indice plus élevé = qualité supérieure)



Sources : Henn, Papageorgio et Spatafora (2015); calculs des services du FMI.
1/ Les données 2014 sont les plus récentes disponibles pour l'indice de qualité.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. Les autres exportateurs de pétrole incluent la Malaisie, le Mexique et l'Indonésie. Les pays sont désignés par les codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

4. Régions MCD : échelles de qualité des exportations, 2014
(De 0 à 1,2; indice plus élevé = qualité supérieure)



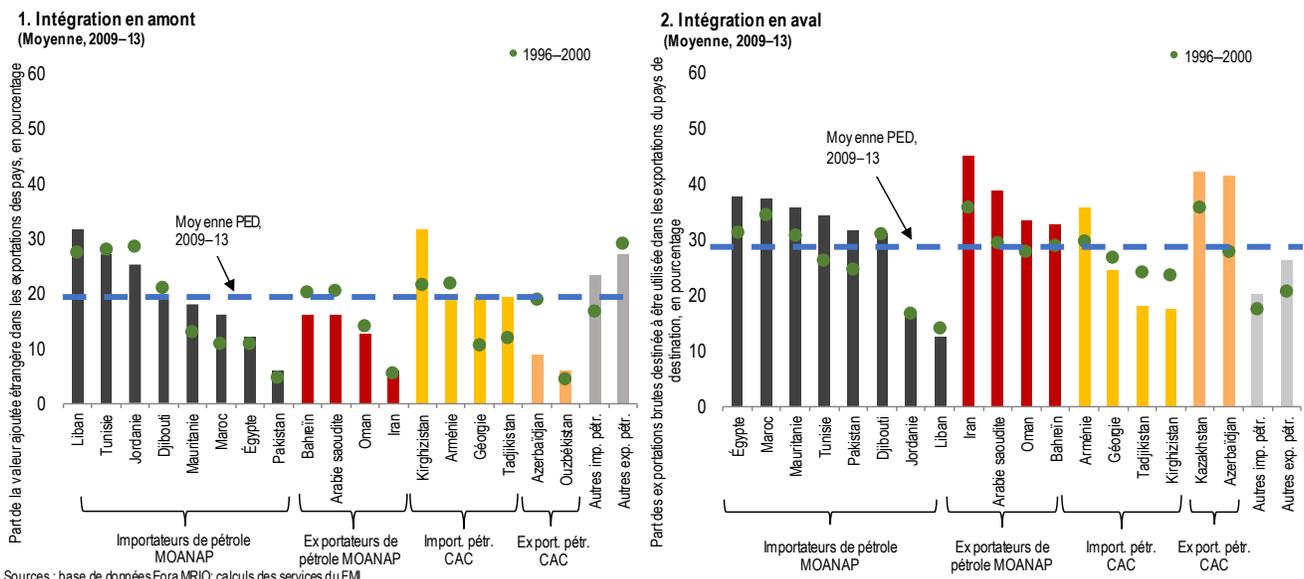
Sources : Henn, Papageorgio et Spatafora (2015); calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. Les catégories «Articles manufacturés divers» et «Articles et transactions non classés ailleurs» de la CTCI-1 sont exclues, car elles représentent une part négligeable des exportations des pays.

Le potentiel des chaînes de valeur mondiales pourrait être mieux exploité

Compte tenu du niveau d'intégration de ces deux régions dans les chaînes de valeur mondiales⁵, le potentiel de ces dernières ne peut être pleinement exploité. Les pays importateurs de pétrole sont généralement mieux intégrés aux chaînes de valeur mondiales que les pays exportateurs. À titre d'exemple, la part de la valeur ajoutée étrangère importée et utilisée dans la production des exportations (intégration en amont) est relativement élevée en Jordanie, au Liban et en Tunisie (MOANAP) et en République kirghize (CAC) par rapport aux pays émergents et en développement (graphique 4.6). La part de la valeur ajoutée destinée à être utilisée dans la production des pays destinataires des exportations (intégration en aval) en Égypte, en Mauritanie et au Maroc (MOANAP), ainsi qu'en Arménie (CAC), est supérieure à la moyenne des pays émergents et en développement. Cela traduit des niveaux de diversification et de qualité des exportations comparables à ceux des autres pays émergents et en développement. Parmi les pays exportateurs de pétrole des deux régions, l'intégration en amont est particulièrement faible, ce qui suggère que ces pays importent principalement des produits finis destinés à la consommation et à l'investissement. En revanche, ces pays ont un niveau d'intégration en aval assez élevé, mais uniquement du fait du volume important de leurs exportations de pétrole brut, principalement, qui est ensuite raffiné par leurs partenaires commerciaux.

Graphique 4.6

Participation aux chaînes de valeur mondiales¹



Sources : base de données Eora MRIO; calculs des services du FM.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement. Les autres importateurs de pétrole incluent le Bangladesh, le Cambodge et le Viet Nam. Les autres exportateurs de pétrole incluent la Malaisie, le Mexique et l'Indonésie.

¹En raison d'inquiétudes sur la qualité des données de la base Eora MRIO, les pays sont représentés uniquement après validation de leurs données par comparaison avec celles de la base Comtrade de l'ONU sur les exportations de biens intermédiaires.

La participation des différents pays des régions MOANAP et CAC aux chaînes de valeur mondiales a profondément évolué au fil du temps. La plupart des importateurs de pétrole de la région MOANAP sont parvenus à améliorer leur intégration en amont et en aval dans les chaînes de valeur, en partie grâce à leurs efforts de diversification (par exemple dans le domaine de l'industrie manufacturière légère en Jordanie, au Maroc et en Tunisie). Les importateurs de pétrole de la région CAC ont surtout progressé

⁵La mesure des chaînes de valeur mondiales repose sur la définition de Koopman, Wang et Wei (2014). Des détails supplémentaires sur les calculs qui entrent en ligne de compte sont fournis par Aslam, Novta et Rodrigues-Bastos (2017).

dans le domaine de l'intégration en amont, notamment grâce au renforcement de leur position de plaque tournante pour le transport des produits chinois vers la Russie et le reste de la région CAC. En parallèle, leur intégration en aval s'est détériorée à mesure que la diversification de leurs exportations déclinait. La participation aux chaînes de valeur mondiales pourrait encore s'intensifier, surtout pour les pays importateurs de pétrole des deux régions, dans le contexte du projet de nouvelles routes de la soie qui vise à relier la Chine à l'Europe et à l'Afrique (voir encadré 2.1 au chapitre 2). Ce projet va probablement renforcer d'un cran l'intégration en amont de ces régions, tandis que les flux d'investissement étranger liés au Pacte avec l'Afrique (voir encadré 2.3 au chapitre 2) pourraient faire progresser l'intégration en aval des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. La plupart des pays exportateurs de pétrole des régions MOANAP et CAC ont vu leur intégration en amont décliner tandis que leur intégration en aval progressait, traduisant des efforts continus pour développer leurs activités de transformation et de raffinage du pétrole et, par voie de conséquence, accroître leur valeur ajoutée.

L'environnement du commerce international doit être amélioré

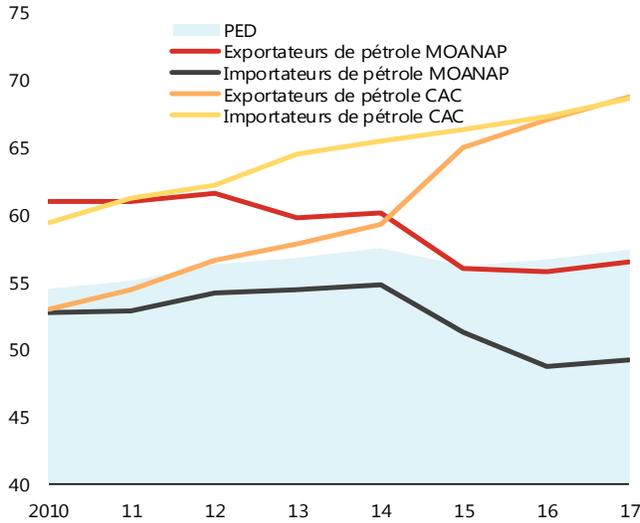
L'environnement du commerce international a subi les effets délétères des tensions géopolitiques et des conflits (*Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2016). Ces derniers ont nui aux échanges commerciaux en perturbant l'activité économique et les infrastructures et en entraînant la mort ou le déplacement de personnes qui participaient à la population active en Afghanistan, en Iraq, en Libye, en Somalie, en Syrie et au Yémen. De même, les pays voisins ont souffert des retombées des conflits sur le commerce transfrontalier, du déclin du tourisme et de l'afflux de réfugiés (Jordanie, Liban, Pakistan; Rother *et al.*, 2016). À titre d'exemple, le conflit en Syrie a perturbé la principale route commerciale de l'Iraq vers la Méditerranée, et le conflit en Iraq a touché les voies d'exportation de la Jordanie vers l'Iran. En outre, l'augmentation des incertitudes provoquée par une insécurité accrue dans certains pays a affaibli les entrées d'IDE, sapant les efforts de diversification des exportations et les possibilités de participation aux chaînes de valeur mondiales. La récente crise diplomatique entre le Qatar et d'autres pays de la région MOANAP affecte également le commerce et les flux financiers (voir encadré 1.1 au chapitre 1).

Les faibles niveaux d'intégration commerciale des régions MOANAP et CAC traduisent aussi des difficultés plus générales liées au climat des affaires. Bien que les procédures applicables au commerce transfrontalier dans toutes les sous-régions soient de niveau comparable, voire supérieur, à la moyenne des pays émergents et en développement, l'environnement du commerce transfrontalier⁶ semble s'être détérioré dans les pays de la région MOANAP ces dernières années, même si celui-ci a continué de s'améliorer dans les pays du Caucase et de l'Asie centrale (graphique 4.7). Cette situation indique qu'il est nécessaire de procéder à des réformes structurelles pour améliorer l'efficacité de l'économie et réduire les coûts liés aux procédures documentaires et douanières et au transport intérieur.

⁶Mesuré par l'écart vis-à-vis du pays le mieux noté pour le critère des délais et des coûts liés au processus logistique d'exportation et d'importation de biens dans le classement *Doing Business* de la Banque mondiale.

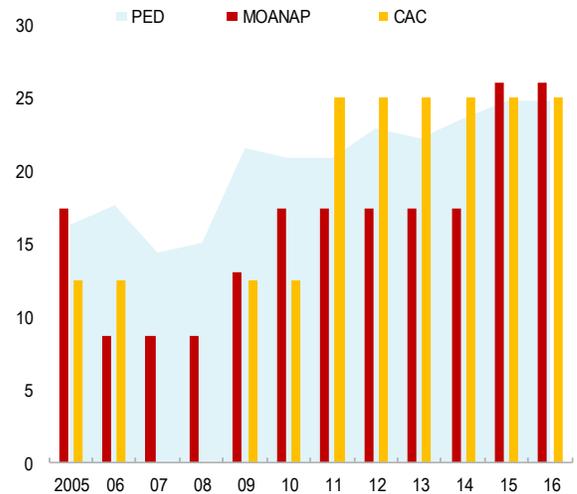
Graphique 4.7
Environnement du commerce international

1. Total des échanges transfrontaliers
(Distance par rapport à la frontière; distance plus élevée = échanges plus élevés)



Source : Banque mondiale, classement *Doing Business* 2017.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement.

2. Restrictions de change dans les régions MOANAP et CAC
(Proportion des pays d'une région qui ont des restrictions de change et/ou des taux de change multiples)

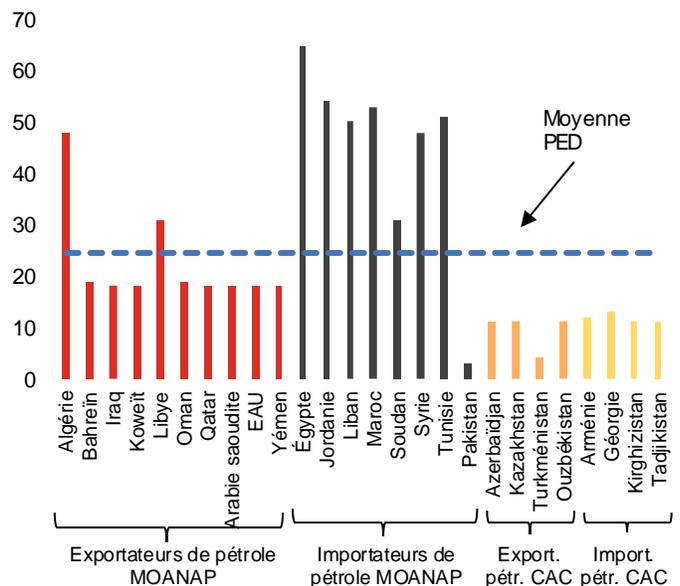


Source : calculs des services du FMI.
Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et pays en développement.

Les restrictions de change appliquées dans certains pays des régions MOANAP et CAC constituent des obstacles supplémentaires au commerce (graphique 4.7). Des données empiriques (Wei et Zhang, 2007) signalent que les effets néfastes indirects du contrôle des changes sur le commerce international peuvent être considérables. L'augmentation d'un écart-type des contrôles sur les paiements commerciaux ou les opérations de change réduit les échanges dans des proportions égales à une hausse des droits de douane comprise entre 11 et 14 points de pourcentage.

Dans les économies avancées comme dans les pays émergents et en développement, l'expérience montre que les fluctuations du taux de change exercent une influence considérable sur le volume des importations et des exportations. Certaines études ont conclu qu'une dépréciation effective réelle de 10 % de la monnaie d'un pays s'accompagnait d'une hausse des exportations nettes réelles de 1,5 % du PIB en moyenne, avec de fortes variations d'un pays à l'autre. Cependant, la participation accrue aux chaînes de valeur mondiales a atténué les effets des variations des taux de change sur les flux commerciaux, ce qui plaide en faveur d'une amélioration globale de l'environnement du commerce international pour stimuler les échanges (*Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2015).

Graphique 4.8
Accords commerciaux par pays, 2015
(Total des accords bilatéraux de chaque pays)



Sources : de Sousa (2015); calculs des services du FMI.
Note : L'Iran est omis par manque de données. CAC = Caucase et Asie centrale; EAU = Émirats arabes unis; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan; PED = pays émergents et en développement.

Les pays des régions MOANAP et CAC pourraient tirer un meilleur parti des accords commerciaux pour élargir leur accès aux marchés d'exportation. Seuls les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP se distinguent par leur recours fréquent aux accords commerciaux bilatéraux et régionaux; le nombre d'accords commerciaux signés par la plupart des autres pays des deux régions est notablement inférieur à la moyenne des pays émergents et en développement (graphique 4.8). Les accords de libéralisation des échanges vastes dans leur portée et profonds dans leur démarche peuvent présenter des avantages considérables pour la croissance (encadré 4.2). À titre d'exemple, les pays les moins avancés de la région MOANAP (Afghanistan, Djibouti, Mauritanie, Yémen) bénéficient déjà, conformément aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), d'un accès en franchise de droits et hors contingents à la totalité ou la quasi-totalité de leurs marchés d'exportation, ce qui est un moteur important de leur croissance. En outre, les pays des régions MOANAP et CAC devraient envisager des mesures énergiques pour mettre en œuvre l'Accord sur la facilitation des échanges qui est entré en vigueur début 2017. L'OMC estime que la mise en œuvre de cet accord ferait baisser les coûts douaniers du commerce de marchandises de 14 %, en particulier pour les pays en développement, et pourrait entraîner une hausse des échanges internationaux de 1.000 milliards de dollars par an.

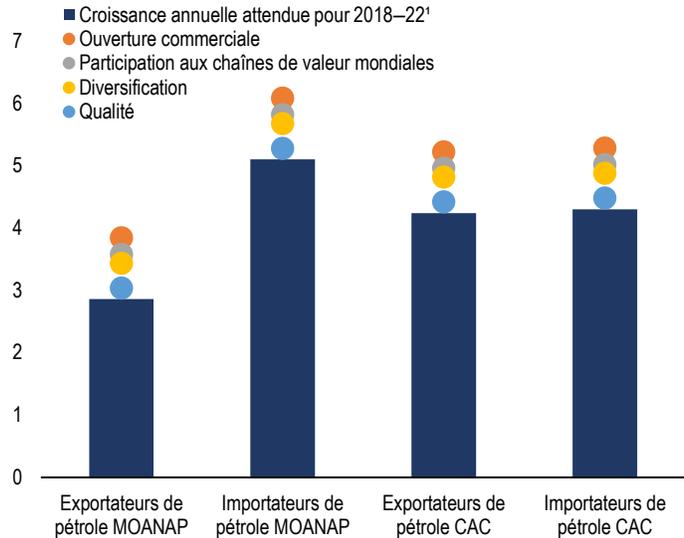
De nombreux pays des régions MOANAP et CAC ont pris des mesures dans ce sens. Au plan multilatéral, par exemple, huit pays de la région MOANAP (Algérie, Iran, Iraq, Liban, Libye, Somalie, Soudan, Syrie) et deux pays de la région CAC (Azerbaïdjan, Ouzbékistan) négocient leur adhésion à l'OMC, pour la plupart depuis les années 90, quoique les progrès soient assez lents. Au plan bilatéral, plusieurs pays de la région MOANAP (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie) et la Géorgie (région CAC) ont conclu des accords d'association avec l'Union européenne, et la Géorgie a signé un accord de libre-échange avec la Chine, ce qui a réduit ou supprimé les droits de douane appliqués aux échanges bilatéraux. Certains pays de la région CAC (Arménie, Azerbaïdjan) et l'Iraq (région MOANAP) ont signé des accords de partenariat et de coopération avec l'Union européenne. Enfin, le Maroc et la Tunisie ont rejoint le Pacte avec l'Afrique, une initiative récente du Groupe des Vingt visant à accroître l'investissement privé, améliorer les infrastructures et lutter contre le chômage en Afrique, ce qui pourrait ouvrir davantage leur accès aux marchés (encadré 2.3 au chapitre 2).

Conclusion et mesures envisageables

Les améliorations en termes d'ouverture commerciale, de diversification et de qualité des exportations, ainsi que de participation aux chaînes de valeur mondiales, pourraient toutes contribuer à doper la croissance dans les régions MOANAP et CAC. Il ressort d'une simulation simple s'appuyant sur l'analyse économétrique de l'annexe 4.1 qu'une progression continue de l'ouverture commerciale, égale à la plus forte amélioration en glissement périodique observée dans la région, pourrait accroître de 1 point de pourcentage la croissance moyenne au bout de cinq ans (graphique 4.9). Si la plus grande ouverture commerciale s'accompagnait d'une diversification accrue de l'économie, d'une amélioration de la qualité des exportations ou d'une participation plus active aux chaînes de valeur mondiales, les effets seraient encore plus marqués. Cela signifie que la mise en œuvre de réformes stimulant la croissance pourrait faire progresser le niveau des revenus de 5 à 10 % au bout de cinq à dix ans.

Le redressement de l'économie mondiale offre aux pays des régions MOANAP et CAC la possibilité de faire du commerce international un moteur de leur croissance. Pour exploiter pleinement cette possibilité, les pays doivent accroître leur ouverture commerciale, leur participation aux chaînes de valeur mondiales, la diversification de leurs exportations et la qualité de leurs produits. Dans ce contexte, les importateurs de pétrole semblent globalement mieux placés pour tirer parti de cette reprise de la croissance mondiale, mais il reste une marge de progression possible sur la qualité des produits, notamment pour les pays importateurs de la région CAC qui doivent inverser le déclin de leur intégration en aval dans les chaînes de valeur mondiales. En revanche, les pays exportateurs de pétrole doivent concentrer leurs efforts à la fois sur la plus grande diversification et sur l'amélioration de la qualité de leurs exportations.

Graphique 4.9
Contribution estimée de différents paramètres du commerce à la croissance
 (En pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.

Note : CAC = Caucase et Asie centrale; MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan. Le supplément de croissance dépend d'une progression du paramètre correspondant du commerce égale à la meilleure amélioration en glissement périodique observée dans la région au cours des vingt dernières années. Pour l'ouverture commerciale : 7,7 points de pourcentage (pp); pour la participation aux chaînes de valeur : 4 pp; pour la diversification : 2,4 pp; pour la qualité : 1,5 pp.

*La croissance annuelle attendue pour la période 2018–22 est utilisée comme variable de substitution de la croissance à long terme.

Une libéralisation accrue des échanges et l'adoption de réformes structurelles pourraient favoriser une plus grande ouverture commerciale et une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Si cette intégration s'appuyait sur une diversification de l'économie au profit de secteurs dotés d'un fort potentiel de création d'emplois et sur une amélioration de la qualité des exportations par un accès élargi aux financements, à l'éducation et aux technologies, l'ensemble du processus pourrait être plus inclusif. En parallèle, l'adoption de politiques budgétaires visant à réduire les coûts de la transition vers une ouverture commerciale accrue pourrait aussi jouer un rôle important pour soutenir ces efforts. La poussée de croissance globale qui en résulterait contribuerait à dégager les marges de manœuvre budgétaires nécessaires pour compenser l'éventuelle perte de recettes liée à la baisse des taxes sur le commerce et prendre en charge l'augmentation éventuelle de l'investissement public dans les infrastructures. En outre, des réformes structurelles plus vastes visant à améliorer le climat des affaires et de l'investissement seraient bienvenues pour soutenir ces efforts d'accroissement des exportations et de stimulation de la croissance.

Encadré 4.1. Le lien entre commerce et inclusion

Une analyse empirique fondée sur des données relatives à 106 pays, dont 11 issus des régions Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et Caucase et Asie centrale (CAC), et couvrant la période 1980–2013, suggère que l’inclusion, telle que mesurée par le coefficient de Gini, ne semble pas être directement influencée par l’ouverture commerciale. Comme l’ont également montré les conclusions d’autres études (Beaton, Ceborati et Komaromi, 2017; Dabla-Norris *et al.*, 2015; Jaumotte, Lall et Papageorgiou, 2013), d’autres variables telles que l’expansion des circuits financiers, le niveau d’éducation et la part de l’emploi dans la production semblent jouer un rôle plus important (tableau 4.1.1).

Les politiques publiques sont essentielles pour gérer les éventuels effets négatifs indirects du commerce sur certaines catégories de la population active et certaines communautés. Pour ces dernières, une ouverture commerciale accrue peut générer des coûts d’ajustement considérables. Les résultats empiriques offrent quelques éclairages sur l’efficacité potentielle des politiques budgétaires de redistribution pour compenser les effets de ces coûts, suggérant que de telles politiques peuvent se révéler particulièrement efficaces pour remédier aux pertes d’emplois dans le secteur industriel (autrement dit, l’impact de l’emploi industriel sur le coefficient de Gini net est non significatif).

Plus généralement, les politiques publiques visant à atténuer les coûts d’ajustement liés au commerce international peuvent inclure : 1) les politiques d’intervention sur le marché du travail — telles que l’aide à la recherche d’emploi, les programmes de formation et une assurance-salaire soigneusement conçue — qui favorisent la mobilité des travailleurs entre les entreprises, les secteurs et les régions; 2) l’assurance-chômage, la protection de l’emploi et d’autres politiques «passives» de l’emploi aidant les travailleurs à s’ajuster individuellement; et 3) les politiques complémentaires dans le domaine de l’enseignement, du logement, du crédit et des infrastructures qui favorisent la mobilité et les mesures «locales» visant à soutenir les régions et les communautés les plus durement touchées (FMI, Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce, 2017). D’autres réformes relatives au climat des affaires qui permettraient de développer davantage le secteur privé pourraient également jouer un rôle important.

Tableau 4.1.1

Ouverture commerciale et inégalités

Variable dépendante : coefficient de Gini marchand et coefficient de Gini net

Variables explicatives	(1)	(2)
	Gini marchand	Gini net
Ouverture commerciale (t-1)	-0.00140 (0.00869)	0.00605 (0.00884)
Ouverture financière (t-1)	0.000441 (0.000288)	0.000274 (0.000261)
Expansion des circuits financiers (t-1)	0.0276*** (0.0102)	0.00851 (0.00618)
Éducation (t-1)	-0.736* (0.398)	-0.725** (0.349)
Dépenses publiques (t-1)	0.112 (0.222)	0.0921 (0.166)
Part de l’agriculture dans l’emploi (t-1)	-0.124*** (0.0388)	-0.0830** (0.0353)
Part de l’industrie dans l’emploi (t-1)	-0.199*** (0.0712)	-0.0841 (0.0602)
Constante	55.82*** (3.592)	43.88*** (3.019)
Observations	435	435
R carré	0.237	0.161
Nombre de pays	106	106

Note : L’échantillon de variables est constitué de moyennes calculées pour 106 pays sur des périodes de cinq ans ne se chevauchant pas entre 1980 et 2013.

1/ Les régressions de panel à effets fixes tenant compte des effets pays-période et les erreurs-types robustes (entre parenthèses) sont regroupés par pays.

2/ Le «Gini marchand» désigne le coefficient de Gini de répartition des revenus avant impôts et transferts. Le «Gini net» désigne le coefficient de Gini de répartition des revenus après impôts et transferts.

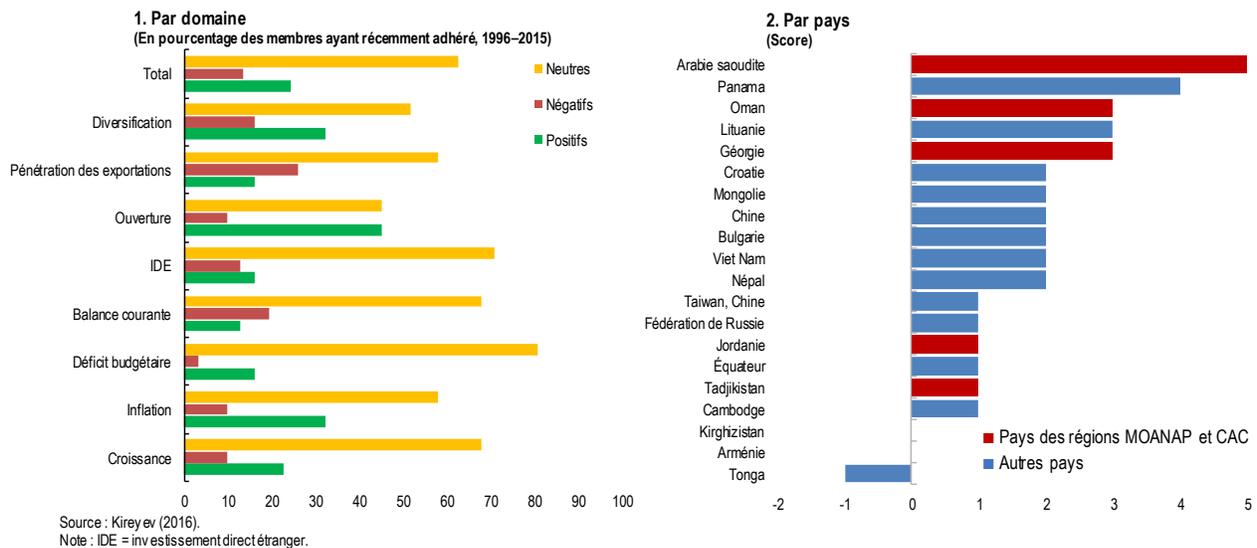
*** p < 0,01; ** p < 0,05; * p < 0,1.

Encadré 4.2. Tirer profit des accords commerciaux pour stimuler la croissance

La participation à des accords commerciaux — multilatéraux, régionaux ou bilatéraux — peut jouer un rôle important pour encourager une ouverture commerciale accrue des régions Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) et Caucase et Asie centrale (CAC).

Au plan multilatéral, il demeure essentiel de tirer parti des atouts institutionnels et juridiques du système piloté par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De nombreux pays de la région MOANAP (Algérie, Iran, Iraq, Liban, Libye, Somalie, Soudan, Syrie) et certains pays de la région CAC (Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Turkménistan) ne sont pas encore membres de l'OMC. Plusieurs autres pays de ces deux régions viennent tout juste d'adhérer (Afghanistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Yémen). Si le Kazakhstan et le Tadjikistan ont déjà commencé à entrevoir les bénéfices de leur adhésion, ce n'est pas encore le cas de l'Afghanistan et du Yémen. Une étude récente a montré que les pays qui ont récemment rejoint l'OMC et mis en œuvre les réformes commerciales demandées ont enregistré de meilleurs résultats que les pays membres d'origine qui n'avaient pas eu à se réformer (Kireyev, 2016). Au sein d'un groupe de pays ayant récemment adhéré à l'OMC, dont dix sont issus des régions MOANAP et CAC, les effets de l'adhésion ont été, en moyenne, neutres dans 63 % des cas, positifs dans 24 % des cas et négatifs dans 13 % des cas, tout en sachant qu'il peut être trop tôt pour évaluer la totalité des effets dans certains pays (graphique 4.2.1). Les nouveaux membres de l'OMC ont obtenu des résultats largement positifs en termes d'ouverture commerciale accrue, de diversification et de croissance de l'économie, de contrôle de l'inflation, de limitation des déficits budgétaires et d'attraction des investissements directs étrangers.

Graphique 4.2.1
Effets de l'adhésion à l'OMC



Au plan régional, le nombre d'accords commerciaux préférentiels (ACP) impliquant des pays des régions MOANAP et CAC a augmenté ces dernières années. Au total, le nombre d'accords notifiés à l'OMC est passé de 50 en 1990 à près de 300 en 2017, un grand nombre d'entre eux impliquant des pays des régions MOANAP et CAC. En parallèle, le champ d'application des ACP s'est élargi bien au-delà des traditionnelles réductions de droits de douane pour inclure des domaines tels que la réglementation douanière, les droits d'exportation, les mesures compensatoires et les obstacles techniques au commerce (Hofmann, Osnago et Ruta, 2017). Cependant, les ACP auxquels participent les pays des régions MOANAP et CAC restent assez peu profonds, couvrant uniquement les aspects élémentaires du commerce. À l'exclusion de la récente Union économique eurasiatique, qui compte notamment parmi ses membres trois pays de la région CAC (Arménie,

Kazakhstan, Kirghizistan), la plupart des autres accords commerciaux régionaux (ACR) n'atteignent pas le niveau des accords «approfondis», considérés comme un outil efficace pour intégrer les pays dans les chaînes de valeur mondiales et attirer l'investissement direct étranger. À titre d'exemple, un Accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) est en négociation entre le Maroc, la Tunisie et l'Union européenne depuis plusieurs années. Les gains potentiels de PIB à long terme pourraient représenter jusqu'à 1,6 % pour le Maroc et 7,4 % pour la Tunisie, associés à un accroissement des exportations et une amélioration de la balance commerciale pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, et à des effets négatifs modérés sur les autres pays de la région liés au déplacement des flux commerciaux vers l'Union européenne (CE, 2013).

Annexe 4.1. Ouverture commerciale et croissance

La régression de référence ci-dessous est utilisée pour examiner l'influence de certains paramètres du commerce sur la croissance du PIB par habitant :

$$\Delta y_{i,t} = \alpha_1 y_{i,t-1} + \alpha_2 Controls_{i,t} + \alpha_3 TC_{i,t} + \delta_t + \gamma_i + \epsilon_{i,t},$$

où $\Delta y_{i,t}$ est la croissance du PIB réel par habitant à l'instant t pour le pays i , où $y_{i,t-1}$ est le logarithme du PIB réel par habitant, où $Controls_{i,t}$ contient un ensemble de variables de contrôle, où $TC_{i,t}$ est un ensemble de paramètres du commerce, où δ_t et γ_i sont les effets fixes pays-période, et où $\epsilon_{i,t}$ est le terme d'erreur. L'ensemble des variables de contrôle comprend des mesures que l'on trouve habituellement dans la littérature spécialisée, telles que le logarithme des termes de l'échange, le niveau d'éducation, une variable de substitution pour le développement des infrastructures publiques et le ratio investissement direct étranger (IDE) sur PIB. Les paramètres du commerce $TC_{i,t}$ sont inclus de manière séquentielle. Toutes les régressions comportent des variables auxiliaires de période qui indiquent une baisse tendancielle de la croissance mondiale depuis 1960⁷.

Les coefficients estimés des variables de contrôle sont comparables à ceux utilisés dans les études empiriques existantes. Le niveau du PIB initial par habitant est associé à un coefficient négatif et statistiquement significatif, ce qui suggère que le PIB par habitant converge dans les différents pays au fil du temps. Le coefficient associé au niveau d'éducation de la population active n'est pas statistiquement significatif, ce qui est un résultat habituel lorsqu'un large échantillon de pays est utilisé⁸. Les coefficients associés aux infrastructures et aux entrées d'IDE sont positifs et statistiquement significatifs, conformément aux attentes. Enfin, le coefficient associé à la volatilité des termes de l'échange n'est pas statistiquement significatif, ce qui peut s'expliquer par l'utilisation de valeurs moyennes sur des périodes de cinq ans, ce qui réduit la volatilité de la croissance du PIB par habitant.

La relation est estimée à l'aide de la méthode des moments généralisés en système. Cette méthode suppose d'estimer un système d'équations qui combine une régression en niveau et la même régression en différence. Cette approche tient compte à la fois des effets inobservés spécifiques aux pays et de l'endogénéité des variables explicatives⁹. Comme il est d'usage dans la littérature spécialisée, trois approches ont été utilisées pour tester la cohérence des résultats — le test de sur-identification des restrictions de Hansen, le test d'orthogonalité de Hansen et le test d'autocorrélation des erreurs. Les trois tests valident la spécification de la régression estimée. Pour les spécifications dans lesquelles le nombre effectif d'instruments est proche ou supérieur au nombre de pays de l'échantillon, un échantillon restreint de variables de contrôle est utilisé pour réduire le nombre de variables explicatives.

⁷L'équipe du FMI remercie Kim Beaton, qui a bien voulu partager les bases de données utilisées dans Beaton, Ceborati et Komaromi (2017). Les codes informatiques utilisés dans ce chapitre s'appuient sur Beaton, Ceborati et Komaromi (2017) et sur Didier et Pinat (2017).

⁸Notez que ce coefficient est positif et statistiquement significatif lorsqu'un échantillon plus restreint de 82 pays est utilisé, limité aux pays avancés et aux pays émergents.

⁹Les limites de l'utilisation des variables retardées comme instrument dans un contexte de corrélation entre le commerce et la croissance ont été reconnues dans la littérature spécialisée, et les résultats devraient donc être interprétés avec prudence (Rodriguez et Rodrik, 2000; Feyrer, 2009).

Tableau 4.1. Ouverture commerciale et croissance économique

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
PIB par habitant initial	5.014*** (0.892)	4.618*** (0.827)	5.061*** (0.697)	5.664*** (0.909)	5.741*** (1.344)	5.730*** (1.516)
Niveau d'éducation de la pop. active	0.357 (0.468)	0.104 (0.594)	0.429 (0.474)	-0.358 (0.486)	-0.580 (0.498)	-0.436 (0.346)
Infrastructures	2.241*** (0.640)	2.087*** (0.540)	2.458*** (0.411)	2.574*** (0.697)	3.285*** (1.086)	2.908** (1.414)
Entrées d'IDE/PIB	0.667** (0.297)			0.761* (0.434)	1.313** (0.635)	1.102* (0.593)
Termes de l'échange				-7.435 (6.520)	-0.0830 (10.75)	3.335 (10.17)
Ouverture commerciale	2.446*** (0.781)	1.919*** (0.633)	1.996*** (0.620)	2.796*** (0.924)	2.240 (1.549)	2.122 (1.471)
Diversification des exportations		4.249** (1.839)				
Qualité des exportations			5.034* (2.892)			
Participation aux CVM				9.170** (4.075)		
Intégration en amont					6.642 (7.586)	9.771 (6.924)
Intégration en aval					11.72** (5.356)	
Valeur ajoutée nationale						48.01* (24.90)
Constante	30.66*** (6.340)	20.39*** (7.321)	15.01 (10.13)	68.21** (30.83)	35.92 (53.80)	19.05 (49.75)
Nombre d'observations	1,030	1,021	1,037	641	641	641
Nombre de pays	131	123	129	131	131	131
Nombre d'instruments	118	123	123	83	52	52
Variables auxiliaires de période	yes	yes	yes	yes	yes	yes
<i>Tests de validation</i>						
Test de sur-identification de Hansen	0.293	0.240	0.246	0.197	0.112	0.153
Test d'orthogonalité de Hansen	0.805	0.632	0.398	0.365	0.105	0.108
Valeur p de la statistique AR(2)	0.236	0.470	0.392	0.511	0.495	0.557

Source : calculs des services du FMI.

Note : La variable dépendante utilisée pour les régressions est la croissance du PIB par habitant. L'échantillon de variables est constitué de moyennes calculées pour 131 pays sur des périodes de cinq ans ne se chevauchant pas entre 1960 et 2013. Les erreurs-types robustes sont indiquées entre parenthèses. CVM = chaînes de valeur mondiales; IDE = investissement direct étranger.

*p < 0,1; ** p < 0,05; *** p < 0,01.

Bibliographie

- Aslam, A., N. Novta, and F. Rodrigues-Bastos. 2017. “Calculating Trade in Value Added.” IMF Working Paper 17/178, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Beaton, K., A. Cebotari, and A. Komaromi. 2017. “Revisiting the Link between Trade, Growth and Inequality: Lessons for Latin America and the Caribbean.” IMF Working Paper 17/46, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Borchert, I., B. Gootiiz, and A. Mattoo. 2014. “Policy Barriers to International Trade in Services: Evidence from a New Database.” *World Bank Economic Review* 28 (1): 162–88.
- Chang, R., L. Kaltani, and N. V. Loayza. 2009. “Openness Can Be Good for Growth: The Role of Policy Complementarities.” *Journal of Development Economics* 90: 33–49.
- Council of Economic Advisers. 2015. “The Economic Benefits of US Trade.” In *The Economic Report of the President*. Washington, DC.
- Dabla-Norris, E., K. Kochhar, N. Suphaphiphat, F. Ricka, and E. Tsounta. 2015. “Causes and Consequences of Income Inequality: A Global Perspective.” IMF Staff Discussion Note 15/13, International Monetary Fund, Washington, DC.
- de Sousa, J. 2015. “The Currency Union Effect on Trade is Decreasing over Time.” *Economics Letters* 117 (3): 917–20.
- Didier, T., and M. Pinat. 2017. “The Nature of Trade and Growth Linkages.” World Bank Policy Research Working Paper 8168, World Bank, Washington, DC.
- European Commission (EC). 2013. “Trade Sustainability Impact Assessment in Support of Negotiations of a DCFTA between the EU and Morocco and the EU and Tunisia.” Ecorys, Rotterdam.
- Faijgelbaum, P., and A. Khandelwal. 2016. “Measuring the Unequal Gains from Trade.” *Quarterly Journal of Economics* 131 (3): 1113–80.
- Feyrer, James. 2009. “Trade and Income—Exploiting Time Series in Geography.” NBER Working Paper 14910, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Frankel, J. A., and D. Romer. 1999. “Does Trade Cause Growth?” *American Economic Review* 89 (3): 379–99.
- Hausmann, R., C. A. Hidalgo, S. Bustos, M. Coscia, S. Chung, J. Jimenez, A. Simoes, and M. A. Yildirim. 2011. *The Atlas of Economic Complexity: Mapping Paths to Prosperity*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Helpman, E. 2016. “Globalization and Wage Inequality.” NBER Working Paper 22944, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

- Henn, C., C. Papageorgiou, and N. Spatafora. 2015. "Export Quality in Advanced and Developing Economies: Evidence from a New Dataset." WTO Staff Working Paper ERSD-2015-02, World Trade Organization, Economic Research and Statistics Division, Geneva.
- Hofmann, C., A. Osnago, and M. Ruta. 2017. "Horizontal Depth: A New Database on the Content of Preferential Trade Agreements." Policy Research Working Paper 7981, World Bank, Washington, DC.
- International Monetary Fund (IMF), World Bank (WB), and World Trade Organization (WTO). 2017. "Making Trade an Engine of Growth for All: The Case for Trade and for Policies to Facilitate Adjustment." Policy Paper, Washington, DC.
- Jaumotte, F., S. Lall, and C. Papageorgiou. 2013. "Rising Income Inequality: Technology, or Trade and Financial Globalization?" *IMF Economic Review* 61 (2): 271–309.
- Kireyev, A. 2016. "WTO Accession Reforms and Competitiveness: Lessons for Africa and Low-Income Economies." In *African Perspectives on the Future of the WTO*, edited by P. Low, C. Osakwe, and M. Oshikawa. WTO and Cambridge University Press.
- Koopman, R., Z. Wang, and S. Wei. 2014. "Tracing Value-Added and Double Counting in Gross Exports." *American Economic Review* 104 (2): 459–94.
- Lederman, D., and W. Maloney. 2003. "Trade Structure and Growth." World Bank Working Paper 3025, World Bank, Washington, DC.
- Rodriguez, F., and D. Rodrik. 2000. "Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence." *NBER Macroeconomics Annual* 15: 261–325.
- Rother, B., G. Pierre, D. Lombardo, R. Herrala, P. Toffano, E. Roos, A. G. Auclair, and K. Manasseh. 2016. "The Economic Impact of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa." Staff Discussion Note 16/08, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Singh, T. 2010. "Does International Trade Cause Economic Growth? A Survey." *World Economy* 33 (11): 1517–64.
- Wei, Shang-Jin, and Z. Zhang. 2007. "Collateral Damage: Exchange Controls and International Trade." IMF Working Paper 07/8, International Monetary Fund, Washington, DC.
<https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2007/wp0708.pdf>.